Identité et spécificité de la région niçoise à l'époque moderne

Identity and Specificity of the Nice region in the modern period

Henri Costamagna

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cdlm/13153>

DOI : 10.4000/cdlm.13153

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2020

Pagination : 67-74

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Henri Costamagna, « Identité et spécificité de la région niçoise à l'époque moderne », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 100 | 2020, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 27 novembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/13153> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.13153>

Ce document a été généré automatiquement le 27 novembre 2021.

© Tous droits réservés

Identité et spécificité de la région niçoise à l'époque moderne

Identity and Specificity of the Nice region in the modern period

Henri Costamagna

- 1 Un document de la bibliothèque royale de Turin, postérieur à l'année 1713, pose le problème de la spécificité et de l'identité du pays niçois d'une façon fort intéressante. Bien que n'étant pas signé, il est raisonnable d'en attribuer la paternité à l'avocat Angelo Paolo Francesco Carena, né à Carmagnola en 1740 et mort prématurément à l'âge de 29 ans ; ce qui n'empêcha nullement cet homme des Lumières, cet étonnant érudit à l'esprit encyclopédique, de laisser de nombreux autres manuscrits comme les *Discorsi storici* et les *Considerazioni sopra una nuova divisione della provincie e diocesi di S.M.*¹.
- 2 L'analyse de l'auteur porte sur deux points essentiels. Ce qui s'appelait le Comté de Nice à l'époque de rédaction du texte signalé fut-il inclus dans la France ou dans l'Italie lors des périodes antiques et médiévales ? Quand ce pays se donna aux comtes puis ducs de Savoie, faisait-il partie de la *Patria Cismontana* ou bien de la *Patria Oltremontana*, deux divisions des États savoyards qui succédèrent aux « Trois Estatz de tous nos pays » après 1465 ?
- 3 Or les réponses à la double interrogation diffèrent nettement. Dans le premier cas l'écrivain note que « Le Comté de Nice au regard de sa position géographique entre l'Italie et la Gaule fut tantôt à l'une tantôt à l'autre assigné ». De toute évidence Carena reprend les investigations de Pierre Gioffredo, historiographe officiel, dont il connaissait sûrement la *Storia delle Alpi Marittime*, en posant à nouveau le fameux problème de la frontière italienne à l'Occident. L'opinion la plus ancienne a fixé cette limite au long du fleuve Var, selon les affirmations de Ptolémée : « *Italia terminatur ab occidente Alpium iugis iuxta lineam quae extenditur a monte Adula usque ad Vari fluvii ostia* », reprises par Strabon : « *Ac Varum fluvium, quo Narbonensis Gallia terminatur, itemque Italia* », confirmées par Pline : « *amne Varo ab Italia discreta, Alpiumque saluberrimis Romano imperio jugis* » enfin corroborées par Pomponius Mela, « *Gallia hinc a Varo, illinc a Rhaeno* ». Ces lignes paraissent suffisantes à Nino Lamboglia – par ailleurs historien remarquable quand il ne cédait pas à l'idéologie – pour y saluer la preuve de l'italianité

incontestable de Nice². Mais ce faisant, il occulte complètement la deuxième hypothèse plaçant la ligne de séparation au col de la Turbie où, justement, Octave-Auguste devait ériger le Trophée des Alpes en 7 ou 6 avant J.-C. L'itinéraire d'Antonin n'énumère-t-il pas : « *Albintimilio - Lumone - Alpe summa, usque huc Italia hinc Gallia ?* » Claude Mamertin n'écrit-il pas : « *A summis Alpium iugis, quae finem Italiae terminant* », tandis que Paul Orose constate plus tard : « *quae a Gallico mari super Ligusticum sinum exsurgentes primum Narbonensis fines* » ? Et Carena précise qu'à l'époque de Constantin, quand l'Italie fut divisée en 17 provinces, celle qui portait le nom d'*Alpes-Maritimae* fut, au contraire, comprise dans la Gaule sous la métropole d'Embrun. Ainsi, l'évêché de Nice allait rester suffragant de cette cité jusqu'à la veille de la Révolution.

- 4 L'honnête Gioffredo relève aussi cette particularité outre de très claires affirmations du rattachement de la zone niçoise à la Provence lors du traité signé par Ildefonse d'Aragon et Raymond de Barcelone l'an 1125 : la vieille ligne La Turbie, Mont Agel, col de Braus, Authion, séparation des diocèses de Nice et de Vintimille est bel et bien reprise comme limite extrême vers l'Italie. Aussi après la dédition de 1388 Amédée VIII s'intitule : *Comes Sabaudiae, Dux Chablasii etc. in Provincia dominus* (ne prétendait-il pas conquérir le Comté de Forcalquier ?) et il est reconnu sous ce titre par l'empereur Sigismond le 20 février 1416. Pour la distinguer d'autres cités du même nom, Nice est appelée cap de Provence c'est-à-dire capitale des Terres-Neuves d'identique appellation³.
- 5 Certes, il n'est pas possible d'entrer plus à fond dans cette querelle érudite et d'ailleurs insoluble. S'il a bien existé au cours des âges une réalité historique coïncidant grosso-modo avec l'entité géographique des Alpes-Maritimes, ses limites compliquées n'ont cessé de varier, son toponyme de changer et cette circonscription a toujours débordé largement à l'est et à l'ouest du fleuve Var comme du col de la Turbie. Par contre il faut en retenir une évidence : le caractère de marche frontière du pays niçois à la position ambiguë, mais partant riche de possibilités dans le domaine politique⁴. La réponse apportée par Caréna à la seconde question qu'il s'était posée : « Au regard du gouvernement civil, le Comté de Nice fut constamment compris dans les États italiens (c'est-à-dire) dans la Patrie Cismontaine » illustre cette ambivalence. Pour valider son affirmation, l'auteur se livre à une minutieuse et pertinente démonstration. Il note qu'au départ la mention « *di qua et di là dai monti* » se référait à la position du prince, ambulant entre les différentes parties de ces états, par rapport à l'arc alpestre. Alors, les appels judiciaires du Piémont comme de la « Provence » étaient portés devant le conseil résidant auprès du souverain (ce qui veut dire se déplaçant avec lui) et non devant le conseil siégeant de manière fixe à Chambéry.
- 6 Quand fut créé le *Consiglio Cismontano*, doté l'an 1459 de l'autorité de « Préfet du prétoire » il reçut les appels de toutes les provinces déclarées indépendantes du conseil chambérien, donc les précédentes. L'Édit du 5 octobre 1577, érigeant la Chambre des comptes de Turin inclut dans son ressort tout l'en-deçà des monts y compris le comté niçois. Celui du 12 novembre 1583 précise que l'autorité du Sénat piémontais s'étend sur tous les états « *di qua dalle Alpi* » en y incluant le *Contado di Nizza e Terre della Riviera* mis à part le duché d'Aoste conservant son privilège d'élection.
- 7 Certes, le paradoxe est grand de voir le pays nissart, on ne peut plus ultramontain par rapport à Turin, rattaché à des territoires italiens vers lesquels n'existent que des liaisons difficiles. Avec l'ordonnance du 17 août 1591, de Charles-Emmanuel I^{er}, un nouveau sigle apparaît : « *di qua dai monti e di là dai colli* » et s'applique à cette dernière

région. Mais, ajoute Caréna, cela ne change rien à son inclusion dans la « Patrie Cismontaine » à laquelle elle touche par les allées de la Vermenagna, du Gesso et de la Stura.

- 8 Pourtant l'édit d'érection d'un troisième Sénat, à Nice, paraît infirmer ce qui précède. Ne sépare-t-il pas les vigueries niçoises, outre celles de Sospel, Barcelonnette, Puget, le lieu de Tende et les vallées d'Oneille, Maro et Prelà des juridictions des cours suprêmes savoyardes et piémontaises ? Subtilement l'auteur démontre que les régions qui dépendaient jusqu'alors du Sénat de Savoie ne peuvent être celles du Comté ou toutes les directives piémontaises ont force de loi, ni celles de la riviéra méditerranéenne car l'éloignement rendrait cette dépendance absurde. Il ne peut donc s'agir que des agglomérations de la vallée de l'Ubaye qui, auparavant et bien que rattachées au Comté niçois, adressaient leurs appels à Chambéry et seront finalement rétrocédées à la France aux traités d'Utrecht⁵.
- 9 Toutes les recherches les plus récentes confirment de façon surabondante l'inclusion administrative du Comté de Nice dans l'espace piémontais. Quand Emmanuel-Philibert assigna un *Magistrato di Prefettura* à chacune des nouvelles circonscriptions qu'il avait créées et appelées provinces, Marc-Antoine Nucetto des seigneurs de Cavallerleone fut nommé dans le pays niçois « *mettendolo nel numero degl'altri Prefetti di qua dai monti* ». Ceci suggère, à la fois, l'existence d'une province nissarde et son rattachement à la principauté piémontaise. En 1574 l'ambassadeur vénitien Molini ne constate-t-il pas, au sein de la division réalisée par la nature elle-même, deux aspects : l'outre-mont comprend la Savoie et la Bresse ; l'en-deçà est appelé Piémont de manière générique bien que le duché d'Aoste, les comtés de Nice et d'Asti, les marquisats de Ceva et de Vercelli y aient leurs propres gouvernements ?
- 10 Au *Seicento* des dispositions particulières, comme l'instruction du 12 décembre 1623 et l'ordre du 16 janvier 1624 incluent le Comté niçois dans la zone citra-montaine subdivisée en douze et non plus sept provinces⁶. La situation gagne encore en clarté au siècle suivant. Des règlements généraux réorganisent « les provinces ou départements d'intendance et les Préfectures dans les États de Sa Majesté d'en-deçà de la mer » (donc à l'exclusion de l'île de Sardaigne), en 1723 puis 1749.
- 11 Les subdivisions principales sont : le Duché de Savoie, le Piémont, le duché du Montferrat, le duché d'Aoste et la Valsesia et seulement pour la seconde date les provinces d'acquisition récente. Or, dans les deux cas le pays nissart figure au sein de l'ensemble piémontais comme une simple province, équivalente aux autres et toujours énumérées dans l'ordre suivant : Torino, Alba, Asti, Biella, Cuneo, Ivrea, Mondovi, Pinerolo, Saluzzo, Suza, Vercelli, Contado di Nizza, Principato d'Oneglia⁷. Pour 1749 apparaît même une province sospelloise.
- 12 Elle fait curieusement revivre la vieille frontière turbiasque, chère à Gioffredo et Carena, à deux exceptions près : l'ajout de la vallée vésubienne (mis à part, de façon étrange, Lantosque et Venanson) et de trois agglomérations de l'ex-viguerie de Nice : Berre, Coaraze et Lucéram (car Peille comme Peillon, L'Escarène et son Touët font vraiment corps avec les masses montagneuses limites et ne peuvent être considérées comme des adjonctions). En fait, il s'agit de la reprise d'une ancienne viguerie de Sospel à quelques éléments près, signalée par l'intendant Mellarède dans son « État sommaire des communautés du Comté de Nice » (1701). Cette zone ne fut-elle pas dotée jusqu'en 1660 d'une assemblée des communautés dites « du Comté de Vintimille et du val de Lantosque ».

- 13 Quoi qu'il en soit, dans son rapport, l'intendant Joanini va scrupuleusement énumérer les agglomérations de la province Comté de Nice et recommencer la même opération pour celle de Sospel. Car le pays niçois a participé à toutes les grandes enquêtes ordonnées par les souverains savoyards comme celles des 29 janvier-25 avril 1742 sur les ressources agro-pastorales, celle des années 1750-1754 – la plus importante de toutes – qui devait aboutir à une statistique générale en onze tableaux document exceptionnel pour l'époque, la relation des 12 intendances de Turin, Alba, Asti, Biella, Cuneo, Ivrea, Mondovi, Nizza, Pinerolo, Saluces, Suse, Verceil, concernant les bois et les forêts, tandis que les duchés de Savoie et d'Aoste en sont systématiquement exclus⁸.
- 14 Même quand l'organigramme final s'élargit à tout l'espace cisalpin, y compris les provinces d'acquisition récente soit 20 divisions, pour une investigation sur les salaires des fonctionnaires communaux (1773), Nice y figure toujours et non les zones savoyardes et valdôtaines. Il en sera de même lors de la publication du célèbre *Regolamento dei Pubblici* de 1775, point d'apogée d'une volonté de centralisation et de rationalisation des institutions communales. Il est applicable « en deçà-des-monts » et va donc être immédiatement introduit dans le pays niçois⁹.
- 15 La position de ce dernier qui résulte des éléments précédents est faite de contrastes. D'une part, le Comté inclus dans l'espace administratif piémontais, le plus évolué dans ses mécanismes de gestion, le plus centralisé par rapport aux autres portions du royaume est mis à part des régions périphériques comme les duchés de Savoie et d'Aoste, les provinces du Novarais et de l'Outre-Pô, voire des antiques fiefs impériaux des Langhe et jouit d'une véritable avance administrative au niveau provincial sur elles. Son office d'intendance générale n'est-il pas le plus ancien de l'ensemble des états de la Maison de Savoie, le chevalier Morozzo ayant reçu des instructions de la chambre des comptes dès le 25 juin 1688 ? Situé à 7 heures et demie de trajet par rapport à Turin n'est-il pas plus rapproché de la capitale que celui de Chambéry distant de 21 heures 30¹⁰ ?
- 16 Le rapport de l'intendant Joanini, daté de 1752, est un modèle du genre qui n'est guère surpassé que par la *Relazione Brandizzo sur la provincia de Cuneo*. Il fournit pour chacune des agglomérations du Comté des renseignements précis, complets, systématiques, présentés dans un ordre immuable : population, limites, procès relatifs à elles, revenus communaux, cours d'eau, canaux, archives communales, compositions des conseils ordinaires, leurs modes d'élection, liste des notables, routes, cultures, dîmes, clergé et ses revenus, commerce local et foires, seigneurs et leurs ressources – éventuellement procès soutenus par eux. En 1754, ce scrupuleux fonctionnaire n'a pas encore expédié ce compte-rendu, car il éprouve de grandes difficultés pour terminer les onze tableaux statistiques complémentaires ordonnés par le général des finances De Gregory le 28 septembre 1753¹¹.
- 17 L'impôt réel du tas (*tasso*) qui existait en Piémont depuis le règne d'Emmanuel-Philibert est introduit dans le Comté le 12 avril 1700 par l'intendant Mellarède, chargé d'appliquer de surcroît l'édit du 15 janvier 1702 sur la confection et la réfection des cadastres, bases du nouveau tribut. Il n'y parviendra, il est vrai, qu'en forçant la ville de Nice à renoncer au procès pendant devant le Patrimonial du prince, c'est-à-dire à ses prétentions d'exemption de toute charge ordinaire. Pour la cadastration, il devra mener une lutte acharnée contre l'opposition des « Principaux » niçois, adversaires résolus des réformes fiscales. Or, le duché d'Aoste et les provinces orientales ne

connaîtront une telle évolution qu'à la fin du siècle, tandis que la Savoie continuera à lever des tailles¹².

- 18 Les catalogues de l'*Archivio di Stato* turinois montrent que le Comté possède la liste la plus ancienne et la plus complète de comptes trésoraires, comprise en 1554 et 1560 – pour l'annexe oneillaise les dates courent de 1576 à 1860 – alors que la province de Pignerol, seconde dans l'ordre du classement ne commence les siens qu'à partir de 1645¹³.
- 19 Nice n'avait-elle déjà pas un receveur dès le XVI^e siècle devenu trésorier provincial à partir du *Seicento* ? Et la rédaction de leurs bilans annuels se systématise et se perfectionne sans cesse, alors qu'au début du XIX^e siècle les comptes trésoraires valdôtains demeurent inorganiques. Enfin, quand la véritable manie d'information des autorités de Turin va rendre annuels les dénombrements de population, déjà devenus d'authentiques recensements, c'est un village des Alpes-Maritimes : Saint-Léger qui ayant conservé les registres sur une période d'une vingtaine d'années (1773-1790) a pu servir de base de données apte au traitement informatique, dans ce domaine¹⁴.
- 20 Pourtant, si le Comté niçois présente de tels caractères de modernité évoqués rapidement dans leurs aspects généraux et provinciaux, il n'en va pas de même à l'échelon de base : celui des communautés. Avant 1775 elles ne sont guère touchées par les directives de rationalisation administrative émanées de l'édit de 1733 dont un des promoteurs était le niçois Caissotti de Saint-Victor, digne représentant des avocats – bureaucrates à l'esprit déjà technocratique, chers à Guido Quazza¹⁵. Par contre, ses décisions touchèrent le duché de Savoie dès 1738 et même le pays valdôtain en 1763.
- 21 Aussi, la relation Joanini mentionne-t-elle pour le renouvellement annuel des municipalités deux modalités, cinq catégories, huit sous-groupes et quinze variantes ! Et l'intendant tempête contre ces « extravagantes » méthodes et fustige également le nombre « exubérant » d'officiers communaux. Effectivement, à la date de 1773, la région niçoise arrivait encore en tête du palmarès avec 55 catégories différentes de fonctionnaires municipaux, devant les provinces de Tortona : 54, Voghera : 52, Lomellina : 42, Alessandria et Saluzzo : 40, Vercelli : 37, Acqui et Susa : 33, Oneglia : 28, Cuneo : 21, Asti : 20, Alba : 16, Casale Ivrea et Torino : 15, Mondovi : 12, Pallanza : 8. Une périphérie aux effectifs pléthoriques s'opposait encore à un centre où le personnel avait été réduit.
- 22 Mais les régions qui suivaient le pays niçois, n'étant intégrées aux États sardes que depuis 1749, le Comté apparaissait donc comme la province la plus archaïque de la zone *di qua dai monti*. Ce fait illustre, à la fois, l'avance et le conservatisme des montagnes alpestres en matière de vie communautaire, ce que corrobore une autre donnée¹⁶. Le Comté est en tête pour les biens communaux. En 1752, parmi 86 agglomérations, 50 y possédaient des moulins, 45 détenaient des pâturages, 41 géraient des fours, 34 imposaient des contributions communales, 28 dirigeaient des services de boulangerie boucherie ou taverne, 16 y percevaient encore des revenus de lesdes et de gabelles et 9 avaient enfin des pressoirs municipaux.
- 23 À une date précédente, comparé à dix autres *province* piémontaises, le *contado di Nizza* détenait la première place pour les moulins (58 % des localités), pour les pâturages (52 %), les impôts communaux (37 %) et arrivait au second rang derrière la circonscription de Verceil quant aux fours (47 % contre 66 %) et en ce qui concernait les revenus de lesdes et de gabelles (32 % par rapport à 33 %)¹⁷.

- 24 Les communautés niçoises ne furent pas tenues d'effectuer une véritable cadastration, appuyée sur les opérations d'équipes d'agrimenseurs et de multiples confrontations des résultats obtenus avec d'autres sources d'estimation, complétée plus tard par l'établissement de mappes cadastrales, comme cela fut réalisé en Piémont (1731) et en Savoie (1738).
- 25 On en resta aux données de la « Mesure de 1697-1700 » basée sur de simples déclarations d'estime¹⁸. Sans doute faut-il voir dans cette particularité la raison pour laquelle le Comté – jusqu'à 1730 rattaché au Piémont dans le registre du *Tasso* – en est séparé après la date de l'édit de péréquation des impôts, dus à Charles-Emmanuel III¹⁹. Seul, le *Regolamento dei Pubblici* de 1775 rangera les communautés nissardes dans le moule administratif général.
- 26 Finalement la position du Comté de Nice est pleine d'originalité. D'ailleurs, la statistique générale au milieu du XVIII^e siècle, précédemment citée, fait apparaître pour chacune de ses rubriques une circonscription niçoise fortement typée, se détachant des autres provinces sardes dans un sens ou dans l'autre. Ainsi, pour l'équipement socio-culturel regroupant le nombre des couvents et monastères, celui des confréries, hôpitaux, congrégations de charité, elle devance toutes les autres, l'emportant même sur la division d'Alexandrie ; tandis que sa richesse territoriale, partant l'importance de l'impôt réel du tas, sont au niveau le plus bas²⁰.
- 27 Conscients de cette particularité les ducs de Savoie, rois de Sardaigne ont fait preuve à son égard de souplesse et d'habileté. Certes, ils ont rattaché administrativement le Comté au Piémont mais sans y introduire toutes les réformes envisagées dès le moment où Turin les décidait. Si le *di là dai monti* comptait pour Nice, le *di là dai colli* n'en existait pas moins. Par exemple, entre 1774 et 1789 les relevés mensuels financiers adressés aux services centraux révèlent une triple répartition : six trésoreries puis sept sont rattachées à l'ensemble savoyard, onze dépendent de l'espace piémontais et dix autres demeurent à part recouvrant les territoires d'acquisition récente et... Nice plus Oneille. C'est la preuve de l'intelligent pragmatisme d'une monarchie remarquable. Elle n'a cessé de traiter d'une manière originale un pays niçois qui se considérait comme lié à elle par un pacte de dédition, librement consenti et sur le principe de l'égalité des parties.
- 28 D'ailleurs, alors que l'écrasante majorité des provinces portait simplement cette appellation suivie du nom de leur chef-lieu (*capoluogo*) le droit coutumier l'emportait encore sur l'abstraction administrative pour le duché d'Aoste, la principauté d'Oneille et le Comté de Nice, non baptisés *provincia* mais conservant leur nom historique. Et ce titre est loin d'être passé d'usage²¹.
- 29 Il y avait donc et il y a toujours, une spécificité niçoise. Elle réside dans l'unité et la complexité d'une zone à la surface fort réduite mais placée en situation de marche-frontière, entre la Méditerranée et les Alpes et les régions orientales italiennes et françaises à l'occident que ces montagnes séparent et unissent tout à la fois. L'erreur qu'il faut éviter à son sujet est de fournir une réponse unique, forcément réductrice et simpliste, quand il s'agit de définir un tel ensemble, si riche de possibilités. Déjà, Pierre Gioffredo, parlant du choix d'une ligne de séparation au sein d'un pareil espace, ne disait pas autre chose.

NOTES

1. *Biblioteca Reale di Torino, Miscellanea Patria*, MS, vol. 2, tome 35, n° 25 ; Gian Paolo Romagnani, « Un secolo di progetti e tentativi : il Dizionario storico-geografico degli stati sardi da Carena a Casalis (1765-1856) », *Rivista storica italiana*, vol. 45, n° 2, 1983, p. 454-459.
2. *Biblioteca Reale...*, op. cit., fol. I, 2, 12 ; Pietro Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime, Monumenta Historiae Patriae*, Turin, E. Regio Typographeo, 1830, I, p. 14-16 ; Nino Lamboglia (dir.), *Nizza nella Storia*, Milan, Istituto di studi liguri, 1943, vol. I, p. 12.
3. Pietro Gioffredo, *Storia delle Alpi Marittime...*, op. cit., p. 16-21 ; *Biblioteca Reale...*, op. cit., fol. 3, 4 ; Jean-Baptiste Robert, « À propos de l'originalité du Comté de Nice : histoire ou géographie ? » *Annales du Midi*, t. LXXV, n° 1, 1963, p. 100.
4. *Ibid.*, p. 97.
5. *Biblioteca Reale...*, op. cit., fol. 5, 11.
6. *Archivio di Stato di Torino* (désormais AST), *Sezioni Riunite*, 3a sez. (Camerale), *Patenti Piemonte*, vol. I, C 113 recto, C 154 verso ; AST, 1a sez. (Corte), *Materie ecclesiastiche, Categoria 40 a, mazzo I*, n° 1, *Considerazioni di Angelo Paolo Francesco Caréna membro della Società Reale di Torino sopra una nuova divisione delle provincie e diocesi degli Stati di S.M. il Re di Sardegna...* ; *Relazioni dello Stato di Savoia negli anni 1574, 1670, 1743, scritte dagli ambasciatori veneti Molini, Bellegno e Foscari*, Luigi Cibrario (éd.), Turin, 1830, p. 27.
7. Felice Amato Duboin, *Raccolta per ordine di materie delle leggi, editti, manifesti, etc. pubblicati sino agli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della Real casa di Savoia...*, tome IX, Turin, Marcio Tip, 1818-1869, p. 50-71 et 199-217.
8. Archives départementales des Alpes-Maritimes (ci-après ADAM), Série Ni, fonds *Città e Contado di Nizza*, mazzo 9, n° 30 ; non coté, *Rapport que fait l'Intendant général de Nice soussigné (Joanini) pendant les années 1750-51 et pendant l'année courante... de la présente Ville et des Terres du Comté et Marquisat de Dolceacqua ci-dessous nommées*, (1752) ; Henri Costamagna, « Pour une histoire de l'«Intendenza» dans les États de terre-ferme de la Maison de Savoie à l'époque moderne », *Bollettino storico-bibliografico subalpino*, 2 semestre 1985, p. 429-430 ; Jean-Baptiste Robert, « À propos de l'originalité du Comté de Nice... », art. cit., p. 103.
9. AST, *Sezioni Riunite, Regie Finanze*, Capo II, *Amministrazioni comunali*, n° 8, 1773 ; Henri Costamagna, *Recherches sur les institutions communales dans le Comté de Nice au XVIII^e siècle (1699-1792)*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Nice, 1971, vol. II, p. 250-262.
10. Henri Costamagna, *Recherches sur les institutions communales...*, op. cit., vol. I, p. 83 ; *id.*, « Pour une histoire de l'«Intendenza» dans les États... », art. cit., p. 391-392, 399-400.
11. ADAM, *Rapport que fait l'Intendant général de Nice...*, op. cit. ; AST, *Sezioni Riunite*, 2a archiviazione, *Capo 54, mazzo 416*, Lettres du général des finances à Joanini (12 et 19 juillet 1754).
12. Henri Costamagna, *Recherches sur les institutions communales...*, op. cit., vol. I, p. 105-113.
13. AST, *Sezioni Riunite, Catalogo, aziende generale Regie Finanze*, Capo 47, *Tesorerie ; Camerale*, 110, et *Camerale, T.P.*, art. 98, mazzo I, Aosta 1760-1800 ; *Indice dell'inventario generale delle carte componenti l'Archivio Camerale deto di Piemonte, articoli 999 à 1032*.
14. Dominique Vignau, *Histoire et informatique. La base de données « Saint-Léger »*, Nice, Université de Nice-Laboratoire d'Histoire Quantitative, 1988, p. 19-56.
15. Guido Quazza, *Le riforme in Piemonte nella prima metà del Settecento*, Modène, Società tipografica editrice modenese, 1957, p. 74.
16. Henri Costamagna, *Recherches sur les institutions communales...*, op. cit., p. 197-199 ; AST, *Sezioni riunite, Regie Finanze*, Capo II, *Amministrazioni comunali*, n° 8 (1773).
17. AST, *Sezioni Riunite, Regolamenti e amministrazione delle Comunità*, mazzo I, n° 2, 1712 ; Henri Costamagna, *Recherches sur les institutions communales...*, op. cit., p. 557-592.

18. Geoffrey Symcox, *Vittorio Amedeo II : l'assolutismo sabaudo, 1675-1730*, Turin, Sei frontier, 1985, p. 264-265, 272-275.
 19. AST, Sezioni Riunite, *Regie finanze, Capo 60 : Tasso Piemonte, Savoia, Monferrato Nuovo Acquisto*.
 20. Giuseppe Prato, *La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo XVIII*, Turin, Società tipografico-editrice nazionale, 1908, p. 338-339, 345-350, 363-364, 374, 384-385, 418 ; AST, Sezione Riunite, *Regie Finanze, Capo 79 : statistica generale, n° 10 : récapitulation générale des tabelle en particulier la tabella n° 2 : de benefizi, confraternite, spedali, congregazioni di carità, altri luoghi pii... et tabella n° 1 : de vassalli, fuochi, delle anime, comunità religiose...*
 21. AST, Sezioni Riunite, *Regie finanze, Capo 47, n° 3*.
-

RÉSUMÉS

À partir d'un document issu de la bibliothèque royale de Turin datant d'avant 1713, l'auteur propose d'étudier la spécificité de l'identité du pays niçois. Les différentes appellations du Comté de Nice et sa définition géographique interrogent les historiens, les géographes et les écrivains depuis les périodes antiques et médiévales. Malgré l'intégration au XVIII^e siècle de la région niçoise dans l'espace administratif piémontais, le territoire niçois parvient par différents moyens à conserver son originalité.

Working from a pre-1713 document kept in the Royal Library of Turin, the author examines the specificity of the Nice region's identity. The different names used to refer to the County of Nice and the geographic definition of this region have been debated by historians, geographers and writers since the Antiquity and Middle Age. Although the region was annexed into the administrative district of the Piedmont, Nice and its area retained their originality through various means.

INDEX

Mots-clés : Comté de Nice, identité, administration, Royaume de Piémont-Sardaigne

Keywords : County of Nice, identity, administration, Kingdom of Piedmont-Sardinia